

La démocratie nécessaire pour assurer une juste distribution des richesses ? C'est un mythe !

écrit par Coriolis | 27 décembre 2018



Dépasser la démocratie : Mythe 6

Il y a quelques jours, j'avais publié un article de présentation du livre « Dépasser la démocratie » : <http://resistancerepublicaine.com/2018/12/10/pourquoi-la-democratie-ne-mene-pas-a-la-liberte-mais-a-la-tyrannie/>

Après le mythe N°5, que je vous ai présenté il y a quelques jours :

<http://resistancerepublicaine.com/2018/12/22/depasser-la-democratie-restaurer-la-propriete-privee-pour-mettre-fin-aux-depenses-effrenees-des-etats/>

Vous pouvez lire ci-dessous un nouvel extrait de ce livre : le mythe N°6.

Je vous encourage à lire le livre disponible ici : <https://www.amazon.fr/Depasser-democratie-solidarite-prosperite-publiques/dp/1482344181/> Vous allez changer d'opinion sur la démocratie.

Écrit par Frank Karsten et Karel Beckman, publié en français par l'Institut Coppet. Il a été traduit de l'anglais par Benoit Malbranque et préfacé par Damien Theillier.

Mythe 6 : la démocratie est nécessaire pour assurer une juste distribution des richesses et pour venir en aide aux pauvres

Mais la démocratie n'est-elle pas nécessaire pour assurer une juste distribution des richesses ? Bien évidemment, les hommes politiques parlent souvent de solidarité et de juste partage, mais leurs programmes sont-ils vraiment justes ? D'abord, avant que la richesse puisse être distribuée, elle doit être produite. Les subventions et services de l'État ne sont pas gratuits, bien que beaucoup de gens semblent le penser. Environ la moitié de ce qui est perçu par les personnes productives est retiré par l'État puis redistribué.

Mais supposons que l'État se doive de redistribuer les richesses entre les citoyens. La question de savoir si le système démocratique assure une juste distribution reste posée. **Est-ce que l'argent va aux gens qui en ont vraiment besoin ? Si seulement c'était vrai.** La plupart des subventions vont aux groupes d'intérêt. Pour prendre un seul exemple, deux cinquièmes du budget de l'Union européenne part en subventions agricoles.

Les groupes de lobbys se lancent dans des batailles sans fin pour obtenir subventions, privilèges, et emplois. Tout le monde souhaite se servir dans la mangeoire dans laquelle les fonds « publics » ont été déposés. Dans ce système, le parasitisme, le favoritisme, et la dépendance sont encouragés, tandis que la responsabilité individuelle et l'autonomie sont découragées. Mentionnons certains groupes d'intérêt qui bénéficient de ces arrangements bien qu'ils ne soient pas vraiment pauvres ou désavantagés : les agences d'aides au développement, les banques, les grandes entreprises, les agriculteurs, les chaînes publiques de télévision, les organisations environnementales, et les institutions culturelles. Ils sont en mesure d'obtenir des milliards de subventions parce qu'ils ont un accès direct au pouvoir. **Les**

plus gros bénéficiaires sont bien entendu les fonctionnaires qui gèrent ces systèmes. Ils font en sorte d'être indispensables et s'accordent de grasses rémunérations.

Non seulement les groupes d'intérêt profitent des largesses de l'État, mais ils savent aussi comment influencer le législateur pour s'aider eux-mêmes aux dépens du reste de la société. Les exemples de cela sont innombrables. Considérez les restrictions à l'importation et les quotas qui bénéficient au secteur agricole, mais augmentent les prix des aliments. Ou aux syndicats qui, main dans la main avec les hommes politiques, conservent à un haut niveau le salaire minimum, limitant de ce fait la concurrence sur le marché du travail (voir Note 1 de C.Tasin). Cela se fait aux dépens de gens moins qualifiés, qui ne peuvent obtenir de travail parce qu'ils coûtent trop cher pour qu'une entreprise les embauche.

Un autre exemple de cela est fourni par les licences et permis, qui sont autant de manières sophistiquées de bloquer des concurrents dérangeants. Les pharmaciens utilisent les licences pour empêcher la concurrence des revendeurs et des fournisseurs sur Internet. La profession médicale empêche la concurrence des dispensateurs de soins non titulaires de permis. Dans la même veine, nous avons l'exemple des brevets et des copyrights, que les entreprises existantes, dans l'industrie pharmaceutique ou la création audio-visuelle, utilisent pour tuer dans l'œuf la concurrence.

Mais les électeurs ne peuvent-ils pas se révolter contre les privilèges obtenus par les groupes de pression ? En théorie, c'est possible. Mais en pratique cela arrive rarement, parce que les bénéfices que tirent les groupes de pression dépassent de loin les coûts supportés par chaque membre individuel du public. Par exemple, si une livre de sucre est rendue trois centimes plus cher à cause de taxes sur l'importation, cela peut être très lucratif pour les producteurs nationaux de sucre (et pour l'État), mais pour chaque consommateur individuel cela ne vaut pas la peine de protester. Les groupes

de pression sont donc très incités à conserver ces avantages, tandis que la grande masse des électeurs est trop occupée pour s'en plaindre.

La plupart des gens ne sont même pas conscients de l'existence de beaucoup de ces petits arrangements. Néanmoins, pris ensembles ces mécanismes provoquent des coûts significatifs – et donc une baisse du niveau de vie – pour tous ceux qui n'ont pas de lobbyistes travaillant pour eux à Washington ou dans une autre capitale. Nos démocraties dégénèrent ainsi de manière inévitable en une machine redistributive dont les groupes les plus influents et les plus organisés profitent aux dépens de nous tous. Inutile de dire que le système fonctionne aussi dans l'autre sens : les groupes de pression retournent les faveurs qu'ils reçoivent en finançant les campagnes électorales.

Dans notre pays, les Pays-Bas, qui peut être considéré comme un État démocratique et redistributif typique de l'Europe, le Social and Cultural Planning Bureau (une agence étatique) a conclu dans un rapport publié en août 2011 que les personnes au revenu moyen bénéficiaient moins des avantages de l'État que les gens tant plus pauvres que plus riches. En réalité, les chercheurs ont montré que ce sont les personnes les plus riches qui profitaient le plus des avantages de l'État. Leurs recherches ne portaient que sur l'année 2007, mais il n'y a aucune raison de croire que les résultats seraient différents les autres années. Les personnes les plus riches aux Pays-Bas bénéficient notamment des subventions pour les écoles supérieures, les soins de santé pour enfants et la culture.

Beaucoup de personnes ont peur que si l'éducation, la santé, les transports, le logement, etc., étaient laissés aux « forces du marché libre », les pauvres ne seraient pas capables de se payer de tels services. En réalité, le marché libre réussit très bien à les fournir aux pauvres. Prenez l'exemple des supermarchés, qui nous fournissent la plus importante nécessité de la vie : la nourriture. Ces supermarchés nous

offrent une multitude de choix, des produits de grande qualité, et à de prix faibles. Grâce à l'innovation et à la concurrence, le marché libre a permis aux personnes disposant de revenus faibles, comme les ouvriers et les étudiants, de jouir de biens comme les voitures, les ordinateurs, les téléphones portables, les voyages en avion, qui n'étaient auparavant disponibles que pour les riches. Si l'offre de soins pour les personnes âgées était organisée comme le sont les supermarchés, c'est-à-dire sans intervention de l'État, ne verrait-on pas des résultats similaires ? De cette manière, les personnes âgées et leurs proches pourraient décider des services dont ils ont besoin, et à quel prix. Ils auraient beaucoup plus de contrôle sur les soins qu'ils recevraient et le prix qu'ils auraient à payer.

N'y aurait-il pas une baisse de la qualité si l'État n'intervenait plus dans les écoles, les hôpitaux, et l'assurance santé ? Bien au contraire. Quelle serait la qualité de nos magasins alimentaires s'ils étaient organisés comme le sont les écoles publiques ? Vous ne pouvez pas vous attendre à ce qu'une poignée de « spécialistes » à Washington puissent efficacement gérer des secteurs aussi vastes et complexes que l'éducation ou l'assurance maladie. Avec leurs réformes sans fin, leurs décrets, leurs comités, leurs commissions, leurs rapports, leurs directives, leurs « lignes directrices », et leurs retours en arrière, ils ne produisent finalement rien d'autre que de plus en plus de bureaucratie. Les vrais experts sont dans les écoles et dans les hôpitaux. Ils en connaissent davantage sur leur domaine d'expertise et sont davantage capables d'organiser efficacement leurs institutions. Et s'ils ne le font pas bien, ils ne survivront tout simplement pas dans un marché libre. Pour cette raison, la qualité de l'éducation et de l'assurance maladie serait grandement augmentée, plutôt que diminuée, sans l'intervention étatique. La bureaucratie, les listes d'attentes et les classes surpeuplées disparaîtraient. De la même façon, sur un marché libre, il existe très peu de mauvais supermarchés

venant de la mauvaise nourriture, ou des opticiens avec des périodes d'attente de six mois. Ils ne survivraient pas.

Bien entendu, il existe toujours des gens qui sont incapables de subvenir à leurs propres besoins. Ces gens ont besoin de notre aide. Mais pour les aider, il n'est pas nécessaire de créer la machine redistributive massive de nos démocraties. Cela peut être fait par des institutions privées de charité – ou par quiconque souhaite tendre la main. La supposition que nous avons besoin de la démocratie pour aider les pauvres et les désavantagés est un écran de fumée pour les intérêts particuliers de ceux qui profitent de la machine redistributive.

Note 1 de Christine Tasin

Coriolis relaie sur RR des extraits d'un livre interpellant, bien que ce ne soit pas du tout la ligne RR, au nom du débat et de la réflexion que la crise que nous traversons nécessite.

Le livre de Frank Karsten et Karel Beckman pose des questions justes sur la pertinence et l'intérêt de la démocratie dans le monde moderne, et, même si, pour nous, elle demeure le meilleur des systèmes dans un ensemble de systèmes imparfaits.

Mais le mythe 6 qui est présenté aujourd'hui par Coriolis ne fera pas l'unanimité, et pour cause.

En effet, il est choquant pour nous, héritiers de 1789, de lire que le salaire minimum serait trop élevé... Ceux qui défendent des idées pareilles ont-ils jamais vécu avec 1100 euros mensuels ?

Et prétendre, en 2018, que ce salaire trop élevé serait discriminant car il empêcherait les gens peu qualifiés de trouver du travail est malhonnête, je trouve, car c'est au nom de ce raisonnement que l'on embauche des migrants à 1 euro de

l'heure en Allemagne et que les clandestins travaillant au noir font une concurrence déloyale, et c'est peu de le dire, aux nôtres.

Idem pour l'ode à la concurrence... dont nous payons le prix, et qui n'est pas idéologiquement neutre.

Mais, pour le reste, l'analyse est limpide et les arguments irréfutables.